



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n° 2013.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/ 169 du **- 7 MAI 2013**
mettant en demeure la société LORY FONDERIES sise lieu-dit "Les Merisiers" - D207 à BRIERES-
LES-SCÉLLÉS (91150) de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°
2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006 prescrivant l'actualisation des prescriptions
techniques de fonctionnement

LE PREFET DE L'ESSONNE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Michel FUZEAU, préfet hors cadre, en qualité de préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 juin 2012 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-PREF-MC-035 du 19 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Alain ESPINASSE, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU le récépissé de déclaration en date du 25 juin 1982 délivré aux Etablissements LORY FRERES pour l'exploitation à BRIERES-LES-SCÉLLÉS, lieu-dit "Les Merisiers" des activités suivantes :

- 284.2 (D). Fonderie de métaux.
- 1 bis (D) : Emploi de matières abrasives.
- 361.B.2 (D) : Compression d'air.
- (Non classé) : Dépôt de liquides inflammables.

VU le récépissé de déclaration en date du 3 février 1989 délivré aux Etablissements LORY FRERES pour l'exploitation à BRIERES-LES-SCÉLLÉS, lieu-dit "Les Merisiers" de l'activité suivante :

- 328 bis (D) : Dépôts d'oxygène liquide

VU le récépissé de déclaration de succession en date du 10 juillet 1997 délivré à la société LORY FONDERIES pour l'exploitation des activités susvisées,

VU l'arrêté préfectoral n° 2007.PREF.DCI3/BE 0215 du 26 novembre 2007 mettant en demeure la société LORY FONDERIES à BRIERES-LES-SCÉLLÉS de respecter les prescriptions de fonctionnement,

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-PREF.DRCL/286 du 13 juillet 2010 mettant en demeure la société LORY FONDERIES de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2006.PREF.DCI3/BE0242 du 23 novembre 2006 et l'article L.541-2 du code de l'environnement,

VU l'avis de l'inspection des installations classées en date du 14 mars 2013 établi à la suite d'un contrôle du site effectué le 14 novembre 2012,

CONSIDERANT qu'il a été constaté que plusieurs fûts et bidons ne sont pas sur rétention comme le prévoient les dispositions de l'article 7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral n° 2006.PREF.DCI3/BE/242 du 23 novembre 2006,

CONSIDERANT qu'il a par ailleurs été constaté que l'exploitant stocke ses déchets dans des conditions non conformes à l'article 3.2 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral n° 2006.PREF.DCI3/BE/242 du 23 novembre 2006,

CONSIDERANT que de ce fait la protection des intérêts visés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement n'est pas garantie et qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 514-1 de ce même code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société LORY FONDERIES dont le siège social est situé Zone Industrielle, route de BRIERES-LES-SCÉLLÉS sur la commune d'ETAMPES (91 150) est mise en demeure dans les délais suivants, de respecter, pour l'exploitation de ces activités situées lieu-dit « Les Merisiers » D207- 91150 BRIERE LES SCELLES, les prescriptions suivantes,

- **Dans un délai de trois mois - soit avant le 15 août 2013**

- article 7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral n° 2006.PREF.DCI3/BE/242 du 23 novembre 2006 en s'assurant que tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols soit associé à une rétention,

- **Dans un délai de six mois - soit avant le 15 novembre 2013**

- article 3.2 relatif à l'organisation des stockages du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral n° 2006.PREF.DCI3/BE/242 du 23 novembre 2006 en stockant les déchets et résidus produits dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 2 : Délais et voies de recours

(Articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

♦ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une

période de six mois après cette mise en service ;

♦ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 3 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs des installations classées,

La Société LORY FONDERIES,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet d'ETAMPES et Monsieur le Maire de BRIERES-LES-SCELLES.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Alain ESPINASSE

